



**PRÉFET
DE L'YONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
17 rue de la plaine des Isles
89000 Auxerre

Auxerre, le 03/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CA DU GRAND SENONAI

21 boulevard du 14 juillet
CS 80552
89100 Sens

Références : 250491
Code AIOT : 0005401201

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/10/2025 dans l'établissement CA DU GRAND SENONAI implanté 24 rue des Longues Raies 89100 SENS. L'inspection a été annoncée le 28/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'installation est inspectée tous les ans, la dernière était le 30 mai 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CA DU GRAND SENONAI
- 24 rue des Longues Raies 89100 SENS
- Code AIOT : 0005401201
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Unité d'incinération d'ordures ménagères et de valorisation énergétique, mise en service en 1988.
Capacité d'incinération : 3 tonnes / heure.

Dans le présent rapport, la société VALEST (filiale de VEOLIA) est dénommée "l'exploitant".

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le site présente un état d'empoussièrement notable pour lequel l'exploitant a évoqué un prochain nettoyage.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Suites inspection 2023 (point n°11) : rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 18/10/2012, article Annexe 1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
7	Utilités	Arrêté Préfectoral du 14/04/2005, article 27	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 14/05/2005, article 31	/	Demande d'action corrective	3 mois
9	Dispositions particulières	Arrêté Préfectoral du 14/04/2005, article 23	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Classement des installations	AP Complémentaire du 18/10/2012, article 2	/	Sans objet
2	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 10	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 10-1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
5	Prévention et lutte contre le bruit	Arrêté Préfectoral du 14/05/2005, article 21.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Conditions de combustion	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 9-c	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
10	Conception et aménagement	Arrêté Préfectoral du 14/04/2005, article 26	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation effectue des modifications régulièrement qui fiabilisent son fonctionnement.
Plusieurs non-conformités sont relevées : justifier des essais de fonctionnement réalisés du groupe électrogène, réaliser les formations conformément à son plan de formation et vérifier le bon fonctionnement du dispositif de dosage de la coke de lignite 7j / 7j.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/10/2012, article 2			
Thème(s) : Situation administrative, Classement des installations			
Prescription contrôlée : Le tableau de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° PREF-DCLD-2005-229 du 14 avril 2005 est remplacé par le tableau ci-dessous :			
Rubrique	Libellé	Capacité	Régime
2771	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux :	24 000 tonnes par an	A
[...]			
Constats : L'exploitant déclare sur GEREPE les tonnages traités : 2024 : 20 403 tonnes 2025 au 02/10/2025 : 16 020 tonnes Un outil de suivi permet de suivre les tonnages et leurs origines. Au jour de l'inspection, 810 tonnes provenaient de l'Aillantais et 109 tonnes de Sollaven (Yonne Nord).			
Type de suites proposées : Sans suite			

N° 2 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Indisponibilité des dispositifs de TRAITEMENTS
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 30/05/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}
Prescription contrôlée : <p>L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe la durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des installations d'incinération ou de co-incinération, de traitement des effluents aqueux et atmosphériques pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées.</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article 9 e, cette durée ne peut excéder quatre heures sans interruption lorsque les mesures en continu prévues à l'article 28 montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée.</p> <p>La durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à soixante heures.</p> <p>[...]</p>
Constats : <p>Constats de l'inspection du 30/05/2024 et demande associée : <i>Deux modes de traitements sont installés :</i></p> <ul style="list-style-type: none">- par injection de bicarbonate permettant l'abattement des teneurs en HCl et SO₂ ;- par injection de coke de lignite permettant l'abattement des dioxines. <p><i>L'exploitant réalise un suivi de la durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des installations de traitement des effluents atmosphériques pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées. Il vérifie si la limite des 60 heures est atteinte ou pas, mais ne suit pas le paramètre des 4 heures. Il précise qu'en cas de panne du dispositif d'injection du bicarbonate, les teneurs en HCl et SO₂ augmentent très vite et seraient constatées avant le délai de 4 heures.</i></p> <p><i>=> L'exploitant doit réaliser le suivi des indisponibilités des systèmes de traitement, et en particulier le temps d'indisponibilité de 4 heures. Il met en place un outil de gestion du suivi efficace et pertinent, garantissant la mise à l'arrêt de l'installation en cas de défaillance de ces dispositifs.</i></p> <p>Constats de l'inspection du 02/10/2025 : En 2024, la durée maximale des arrêts pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées a été de 56 heures avec 1 arrêt de 4 heures (10/08/2024 dépassement de HCl).</p> <p>Du 01/01/2025 au 02/10/2025, la durée maximale des arrêts pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées a été de 40 heures avec aucun arrêt de plus de 4 heures.</p> <p>L'exploitant a mis en place un outil de gestion du suivi efficace et pertinent, garantissant la mise à l'arrêt de l'installation en cas de défaillance de ces dispositifs. Un report d'alarme, visuel et sonore, se déclenche et se matérialise sur l'écran de gestion de l'installation (GMAO).</p>

L'alarme est axée sur le bourrage de la coke de lignite. Lorsque un bourrage est détecté : non évolution du poids de lignite dans le réservoir tampon, l'alarme se déclenche avec un compteur horaire.

Concernant l'injection de bicarbonate, une alarme (défaut général du broyeur bicar) persiste au-delà de 4 h, le dispositif d'absence de chargement du four est programmé pour se déclencher. Les 2 analyseurs rapportent leurs données sur l'écran de contrôle de la GMAO.

Au bout de 4 heures, l'injection de déchets est bloquée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 10-1

Thème(s) : Risques chroniques, Indisponibilité des dispositifs de MESURES

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 30/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}

Prescription contrôlée :

a) Dispositifs de mesure en semi-continu.

L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe la durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des dispositifs de mesure en semi-continu des effluents atmosphériques.

Sur une année, le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en **semi-continu** ne peut excéder **15 % du temps de fonctionnement de l'installation**.

b) Dispositifs de mesure en continu.

L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe la durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des dispositifs de mesure en continu des effluents aqueux et atmosphériques.

Le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en continu ne peut excéder **soixante heures cumulées sur une année**. En tout état de cause, toute indisponibilité d'un tel dispositif ne peut excéder **dix heures sans interruption**.

Constats :

Constats de l'inspection du 30/05/2024 et demande associée :

Dispositif de mesure en semi-continu : Les résultats obtenus pour l'année 2024 établissent un taux supérieur à 85 %.

Dispositifs de mesure en continu : L'installation est équipée de 2 analyseurs MIR qui fonctionnent en permanence. L'exploitant réalise le suivi des indisponibilités et présente son tableau de suivi le jour de l'inspection : depuis début 2024, il n'y a pas eu d'indisponibilité.

Sur l'année 2023, le temps d'indisponibilité a été de 0,5 heure en octobre.

L'exploitant ne dispose pas de procédure permettant de définir les modalités d'arrêt de l'installation en cas de dépassements des heures cumulées d'indisponibilité des dispositifs de mesures.

=> De même que pour le suivi des indisponibilités des systèmes de traitement, l'exploitant met en

place un outil de gestion du suivi efficace et pertinent, garantissant la mise à l'arrêt de l'installation en cas de défaillance des dispositifs de mesures.

Constats de l'inspection du 02/10/2025 :

Dispositif de mesure en semi-continu :

Les résultats du dispositif de mesure en semi-continu obtenus pour l'intégralité de l'année 2024 établissent un taux de disponibilité supérieur à 85 %. Pour les dispositifs de mesure en continu, il n'y a pas eu d'indisponibilité.

Les résultats du dispositif de mesure en semi-continu obtenus du 01/01/2025 au 18/08/2025 établissent un taux supérieur à 85 %.

Dispositifs de mesure en continu :

Le tableau de suivi le jour de l'inspection montre plusieurs indisponibilités : 1 heure en mai, 1 heure en juin et 30 minutes en juillet.

Les analyses sont gérées par un système redondant d'analyseurs qui renseigne la GMAO. En cas de résultats incohérents, l'installation est arrêtée au bout de 10 heures.

La supervision des alarmes a été mise en place le 16/01/2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suites inspection 2023 (point n°11) : rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2012, article Annexe 1

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites et surveillance des rejets dans l'air

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 30/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}

Prescription contrôlée :

Valeurs limites et surveillance des rejets d'ans l'air :

PARAMÈTRE	VALEUR en moyenne journalière	VALEUR en moyenne sur une demi-heure
Poussières totales	10 mg/m3	30 mg/m3
Chlorure d'hydrogène (HCl)	10 mg/m3	60 mg/m3
Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT)	10 mg/m3	20 mg/m3
Cd + Tl	0,05	

Hg	0,05	
Autres métaux lourds (Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+As+V)	0,5	
Dioxines et furannes	0,1 ng/Nm3	
Acide fluorhydrique (HF)	1 mg/m3	4 mg/m3
Anhydride sulfureux (SO2)	50 mg/m3	200 mg/m
Oxydes d'azote (NOx)	400 mg/m3	
Monoxyde de carbone (CO)	50 mg/m3	

Constats :

Constats de l'inspection du 13/09/2023 et demande associée :

L'année 2023 avait été marquée par des dépassements de la VLE pour la concentration en dioxines à plusieurs reprises. L'exploitant a mis des actions correctives sur le dosage de la coke de lignite, surveillance accrue de la température du four, commande de la mise en place du report d'alarme, dans la salle de supervision, du poids de la trémie et du défaut d'injection de coke de lignite.

- => - faire parvenir les résultats des mesures semi-continues à chaque période,
- maintenir une surveillance accrue de ses installations,
- mettre en place dans les meilleurs délais le report d'alarme de défaut d'injection.*

Constats de l'inspection du 30/05/2024 et demande associée :

Les éléments ont été vérifiés :

- transmission des résultats des mesures semi-continues transmis mensuellement à l'IIC ;*
 - surveillance accrue des installations : l'exploitant déclare que les indicateurs de vérification du poids de la trémie et de la présence de défaut de dosage du réactif ont été rajoutés à la check-list existante lors de la prise de poste (validation avec un smartphone). Concernant la ronde journalière de la maintenance, cette dernière n'est toujours pas formalisée. Les tournées maintenance sont réalisées chaque matin, du lundi au vendredi. Il n'y a pas d'agent de maintenance présent le week-end, et, par conséquent, pas de tournée réalisée entre le vendredi matin et le lundi matin. La programmation du report des défauts du dispositif a été installée le 29/02/2024 (alarme sur les défauts de bourrage vis / absence de dosage) ;*
 - mise en place dans les meilleurs délais du report d'alarme de défaut d'injection : le report d'alarme est mis en place (2 alarmes) : niveau trémie et bourrage vis. Il a été visualisé en salle de contrôle. Un test a été réalisé sur la fonction bourrage et a fonctionné (cf point de contrôle n° 1).*
- => Il a été demandé à l'exploitant de formaliser la procédure relative à la tournée de la maintenance et y ajouter la vérification du bon fonctionnement du dispositif de dosage de la coke de lignite. Il s'organise pour que cette vérification soit réalisée 7j / 7j.*

Constats de l'inspection du 02/10/2025 :

Le contrôle semestriel des mesures des rejets atmosphériques par un organisme agréé a été fait :

- les 15-17 mai 2024 par l'APAVE EXPLOITATION France ;*
- les 09-10 décembre 2024 par SOCOTEC.*

Leurs rapports ont été transmis à l'inspection. Aucun dépassement des valeurs seuils n'a été enregistré pour les paramètres analysés.

Les rapports mensuels d'auto-surveillance (extraction de la baie de mesure) des rejets dans l'air de décembre 2024 et septembre 2025 ont été fournis à l'inspection. Les analyses portent sur les paramètres HCl, SO₂, COT, CO, Poussières, NO_x, O₂.

En décembre 2024, 2 dépassements de VLE jour sont constatés sur le CO (28 et 29 décembre 2024) : la cause de ces dépassements serait une mauvaise combustion avec des déchets très humides et une panne sur le brûleur de soutien.

En septembre 2025, 1 dépassement de VLE jour est constaté sur le HCl (20/09/2025). La cause de ce dépassement serait l'incinération de déchets à teneur élevée en chlore et une difficulté de traiter les rejets.

Aucun dépassement des valeurs seuils n'a été enregistré pour le reste des paramètres analysés.

Concernant les analyses de Dioxines furannes, la période du 06/02/24 au 05/03/2024 a enregistré une concentration de 0.91 ng/Nm³ à 11 % d'O₂ (9 fois supérieur à la norme) : l'exploitant précise que, selon son analyse, ce dépassement est dû à la détection tardive d'une panne d'injection du réactif de coke de lignite en février 2024. Depuis, aucun dépassement n'est enregistré.

L'exploitant a formalisé une procédure pour suivre le bon fonctionnement du dispositif de dosage de la coke de lignite qui repose sur la surveillance du poids de la trémie doseuse pour la coke de lignite

Une ronde journalière de la maintenance a été mise en place. Une application mobile comporte une check-list (mise en place le 17 juillet 2024) des différents points à suivre. La ronde a lieu tous les matins sauf les samedi et dimanche. Les personnels responsables du site disposent d'un report d'alarme sur leurs téléphones 24 h/24 h, 7 jours/7.

La ronde est réalisée par l'agent de quart sur le poste du matin. Les autres jours, cette ronde est réalisée par le responsable de maintenance avant 9 h.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit s'assurer de respecter les VLE.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Prévention et lutte contre le bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/05/2005, article 21.3

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles périodiques

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation, et au minimum tous les trois ans, à une mesure d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après

accord de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement. Ces mesures, destinées en particulier à apprécier le respect des valeurs limites d'urgence dans les zones où elle est réglementée, doivent être réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement normal des installations.

...

Constats :

Constats de l'inspection du 13/09/2023 et demande associée :

Le point de mesure n° 4, situé à proximité de l'aéro-condenseur, montre un dépassement : 67,5 dB.

=> L'exploitant doit étudier les mesures permettant de réduire les niveaux de bruits au point 4 et atteindre un niveau conforme quelles que soient les conditions de fonctionnement.

Constats de l'inspection du 30/05/2024 et demande associée :

Un rapport APAVE a été présenté et l'exploitant a demandé un devis pour l'installation d'un caisson anti-bruit autour de l'aéro-condenseur.

=> L'exploitant doit transmettre une date prévisionnelle d'installation d'un caisson anti-bruit autour de l'aéro-condenseur et informer de la bonne réalisation des travaux. Il ajoutera la réalisation des mesures de bruit à fréquence triennale dans son tableau de contrôles et suivis réglementaires.

Constats de l'inspection du 02/10/2025 :

Le contrôle triennal du bruit en limite de propriété était bien inscrit dans le tableau de suivi des contrôles réglementaires lors de l'inspection.

La mise en place du caisson anti-bruit (PV réception 19/08/2024) et le changement de la vanne d'admission vapeur ont permis de constater par la mesure d'émission sonore de l'établissement effectuée le 12/05/2025 que les installations respectaient les niveaux de bruit.

Les conclusions du rapport n'amènent pas d'observation.

Ce constat permet de solder les demandes des inspections 2023 et 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Conditions de combustion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 9-c

Thème(s) : Risques chroniques, Brûleurs d'appoint

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 30/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}

Prescription contrôlée :

Chaque ligne d'incinération est équipée d'au moins un brûleur d'appoint, lequel doit s'enclencher automatiquement lorsque la température des gaz de combustion tombe en dessous de 850° C, après la dernière injection d'air de combustion. Ces brûleurs sont aussi utilisés dans les phases de démarrage et d'extinction afin d'assurer en permanence la température de 850° C pendant lesdites phases et aussi longtemps que des déchets non brûlés se trouvent dans la chambre de

combustion.

Lors du démarrage et de l'extinction, ou lorsque la température des gaz de combustion tombe en dessous de 850° C, les brûleurs d'appoint ne sont pas alimentés par des combustibles pouvant provoquer des émissions plus importantes que celles qu'entraînerait la combustion de gazole, de gaz liquide ou de gaz naturel.

Constats :

Constats de l'inspection du 30/05/2024 et demande associée :

Il ressort des informations transmises que sur cette période de 3 mois, la température du four n'atteint pas les 850° C pour 586 valeurs (température relevée toutes les 10 minutes) sur un total de 12 949 valeurs, soit 4,7 % du temps. Le sujet n'ayant pas été abordé le jour de l'inspection, il est demandé à l'exploitant de fournir les conditions de fonctionnement des installations permettant de respecter les prescriptions des articles 9-b (conditions de combustion) et 9-c (brûleurs d'appoint).

Constats de l'inspection du 02/10/2025 :

L'exploitant déclare avoir analysé les données historiques pour définir un nouveau seuil de température de redémarrage du brûleur à 865° C.

Lors des phases de démarrage, la puissance du brûleur suit une courbe de température donnée soit par le constructeur, soit par la société de fumisterie.

A l'atteinte des 850°C dans le four (avec le brûleur), les déchets sont introduits doucement (cadence au ralenti) dans le four. Lorsque la température atteint les 900 °C, la charge du brûleur est réduite tout en augmentant la cadence des déchets pour arriver au nominal et la mise à l'arrêt du brûleur.

Lors des phases d'arrêts, dès que la trémie est presque vide, le brûleur est démarré pour maintenir les 850 °C et pallier à l'absence de chargement. Lorsqu'il n'y a plus de déchets en combustion sur les grilles, la charge du brûleur est descendue pour ensuite l'arrêter.

L'exploitant a transmis le relevé des points de température attestant que le four ne descend pas en dessous des 850° C.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Utilités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2005, article 27

Thème(s) : Risques accidentels, exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour assurer en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui concourent à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations, ainsi qu'au maintien des installations concourant au respect des normes de rejet.
[...]

Constats :

Constats de l'inspection du 26/10/2022 et demande associée :

L'exploitant dispose d'un groupe électrogène qui prend le relais et peut alimenter toute l'usine en fonctionnement. Une réserve de fioul est disponible en permanence sur le site. Le démarrage du groupe est testé tous les mois et consigné sur un cahier de suivi.

Constats de l'inspection du 02/10/2025 :

Le contrôle de l'interface du groupe est fait à chaque ronde (élément de la check-list).

L'exploitant déclare que le groupe est testé tous les mois mais les derniers essais n'ont pas été notifiés dans le cahier de suivi entre le 07/06/2024 et le 16/07/2025.

Le niveau de carburant nécessaire au groupe électrogène est assuré par le réservoir de fioul du brûleur de l'incinérateur. Une électrovanne s'assure du remplissage de son réservoir dès que le niveau atteint 30 % de sa capacité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier des essais de fonctionnement réalisés sur le groupe électrogène.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/05/2005, article 31

Thème(s) : Risques chroniques, formation

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit veiller à la qualification professionnelle et à la formation "sécurité" de son personnel.

Constats :

Constats de l'inspection du 26/10/2022 et demande associée :

Un plan de formation est suivi avec des indicateurs de réalisation.

Constats de l'inspection du 02/10/2025 :

Le plan de formation de 2025 pour chaque salarié est suivi avec les mêmes indicateurs de suivi que celui de 2022. Un indicateur de couleur a été mis en place : vert (la formation a été réalisée), orange (formation à prévoir), rouge (formation en retard / à faire rapidement). Le plan a été présenté à l'inspection, il apparaît que plusieurs agents ne sont pas à jour de leurs formations.

A noter, la formation incendie qui devait avoir lieu avant le 09/04/2025 comme indiqué dans le tableau de suivi, n'a pas été faite.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser les formations conformément à son plan de formation.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Dispositions particulières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2005, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, Elimination des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Pour les résidus d'épuration des fumées (REFIOM), la périodicité du contrôle est trimestrielle. Pour chaque enlèvement, les renseignements minimaux suivants doivent être consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement...) et conservé par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> > code du déchet selon la nomenclature, > dénomination du déchet, > quantité enlevée (en tonnes), > date d'enlèvement, > nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé, > destination du déchet (éliminateur), > nature de l'élimination effectuée. L'ensemble de ces renseignements doit être tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. La production de déchets dans l'établissement, leur élimination doivent faire l'objet d'une déclaration trimestrielle, dans les formes définies en accord avec l'Inspecteur des Installations Classées, afin d'assurer le contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait analyser les REFIOM tous les trimestres en 2024 (22/03, 23/05, 30/05, 10/09, 26/11, 24/12) et 2025 (04/03, 18/06, 16/09).</p> <p>L'exploitant a transmis le registre RNDTS déchets sortants du 01/01/2024 au 03/10/2025 concernant les REFIOM. L'ensemble des éléments : code du déchet, dénomination du déchet, quantité enlevée, date d'enlèvement, nom de la société de ramassage, destination du déchet (éliminateur), nature de l'élimination effectuée sont présents. La mention sur le numéro d'immatriculation du véhicule utilisé est absente.</p> <p>Les REFIOM sont déclarés sur trackdéchets (numéro SIRET 41030295400053).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit faire figurer le numéro d'immatriculation du véhicule utilisé pour l'enlèvement des REFIOM dans ses registres.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Conception et aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2005, article 26
Thème(s) : Risques accidentels, protection contre la foudre
Prescription contrôlée : [...] L'état des dispositifs de protection contre la foudre fait l'objet, tous les 5 ans, d'une vérification suivant l'article 5.1 de la norme française C 17-100 adapté, le cas échéant, au type de système de protection mis en place. Dans ce cas, la procédure est décrite dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
Constats : La dernière vérification complète a été effectuée le 28/11/2024. Ces constats n'appellent pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite